

Questions orales

[Français]

L'EMPLOI**LE PROGRAMME CANADA AU TRAVAIL—ON RÉCLAME DES FONDS SUPPLÉMENTAIRES**

M. André Maltais (Manicouagan): Monsieur le président, ma question s'adresse au très honorable premier ministre, et elle a trait au programme de la Phase IV du programme Canada au travail. Étant donné le taux de chômage assez élevé dans les diverses régions du pays, et étant donné que les fonds qui avaient été prévus par l'ancien gouvernement pour le programme Canada au travail, lesquels étaient de l'ordre de 170 millions de dollars, ont été réduits à 100 millions de dollars—le Québec est passé de 62 millions de dollars à 48 millions de dollars, l'Ontario de 22 millions de dollars à zéro—j'aimerais demander au premier ministre s'il a réellement l'intention de se pencher sur ce problème et de trouver une solution rapide au sujet du programme Canada au travail, quitte à rajouter les 70 millions de dollars qui ont été supprimés sur le budget prévu par l'ancien gouvernement?

Le très hon. Joe Clark (premier ministre): Oui, monsieur l'Orateur.

M. Maltais: Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire. J'aimerais que le très honorable premier ministre dise quand et par quelle méthode exactement il prendra des mesures. Un programme de cette envergure nécessite au moins un an pour son implantation et sa réalisation, alors qu'est-ce qui va se passer cette année pour les jeunes travailleurs dans tout le Canada?

M. Clark: Monsieur l'Orateur, ce que nous voulons faire, c'est développer les programmes qui peuvent avoir un impact à plus long terme dans la province de Québec, comme dans la circonscription de l'honorable député et dans le reste du Canada. Mes ministres ont eu l'occasion de discuter avec les ministres de la province de Québec au sujet des programmes où il serait possible pour nous de prendre des mesures aussitôt que possible. C'était une discussion vraiment valable, et nous espérons que ce sera possible pour nous d'annoncer les programmes au cours des prochaines semaines.

* * *

[Traduction]

LA SITUATION ÉCONOMIQUE**LES EFFETS COMBINÉS DE L'INFLATION ET DU CHÔMAGE SUR L'ÉCONOMIE**

M. Bob Rae (Broadview-Greenwood): Monsieur l'Orateur, c'est au ministre des Finances que je m'adresse. Étant donné que les économistes ont inventé un nouvel indice qu'ils appellent l'indice de la misère, indice qui tient compte à la fois du taux d'inflation et du taux de chômage, et étant donné que l'indice de la misère, qui était de 15 p. 100 l'été dernier, a maintenant atteint 17 p. 100, le ministre des Finances voudrait-il nous dire quel niveau cet indice devra atteindre pour qu'il reconnaisse que le traitement qu'il inflige à l'économie canadienne est bien pire que les affections dont il la dit atteinte?

[M. Epp.]

L'hon. John C. Crosbie (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je constate que le député semble se réjouir de plus en plus au fur et à mesure que grimpe l'indice de la misère.

Des voix: Oh, oh!

● (1440)

M. Crosbie: Nous, de ce côté-ci de la Chambre, cherchons à favoriser l'expansion du Canada et à sortir le pays de son marasme économique actuel. Pour y parvenir, il nous faut mettre de l'ordre dans nos finances, contrôler raisonnablement le déficit budgétaire du gouvernement et stimuler l'économie en encourageant l'investissement et le secteur privé auquel le député d'en face refuse toute possibilité de réaliser des profits. Les députés d'en face récriminent contre les profits réalisés par le secteur privé. Nous souhaitons encourager le secteur privé pour qu'il augmente ses profits et ses investissements et favorise ainsi l'emploi à long terme. Voilà notre politique grâce à laquelle nous réussissons à soulager la misère dont a parlé le député.

* * *

LE CANADIEN PACIFIQUE**LA CONSTRUCTION D'UNE DOUBLE VOIE FERRÉE À TRAVERS LE VILLAGE DE LAC LOUISE**

M. Gordon Taylor (Bow River): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Le ministre pourrait-il chercher à savoir pour quelle raison l'ancien gouvernement a autorisé le Canadien Pacifique à construire une double voie ferrée à travers le cœur même du village de Lac Louise, alors qu'on aurait pu emprunter une autre route, et cela, malgré les avertissements des habitants du village qui craignaient le genre d'accident qui s'est produit à Missisauqua?

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je vais examiner la question et faire rapport à la Chambre.

* * *

LES FINANCES**LE REMPLACEMENT DU SOUS-MINISTRE ADJOINT À L'IMPÔT**

L'hon. Jean Chrétien (Saint-Maurice): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Étant donné la décision prise par le ministre, il y a quelque temps, de remplacer son sous-ministre—qui, en passant, avait toute la compétence voulue pour devenir le troisième homme en importance au FMI à Washington—par un vice-président de banque, et étant donné la révélation étonnante que nous a faite le premier ministre hier, selon laquelle le ministre des Finances a l'intention de faire participer les sociétés pétrolières à la préparation du budget en leur demandant combien celles-ci estiment devoir payer d'impôt, quelles sociétés seront représentées dans son ministère dans les prochaines semaines, quand il lui faudra remplacer le sous-ministre adjoint à l'impôt? Le remplacera-t-il encore cette fois par le vice-président de l'Imperial Oil?